

Colombie – Guerre totale contre le mouvement social

Par [Maurice Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 23 mai 2021

[Mémoire des luttes](#) 22 mai 2021

Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/colombie-guerre-totale-contre-le-mouvement-social/5656830>



« Si un peuple sort pour manifester au milieu d'une pandémie, c'est parce que le gouvernement est plus dangereux que le virus. » Sous cette forme ou sous une autre, ce slogan figurait sur d'innombrables pancartes, panneaux et banderoles quand, le 28 avril, dans les rues de Bogotá, Cali, Medellín, Pereira, Manizales, Neiva ou Pasto, des flots de manifestants ont commencé à se déverser. Une indignation majuscule portait les participants : trois jours auparavant, le gouvernement avait annoncé sa nouvelle... « Loi de solidarité durable » (ou « soutenable », selon les traductions). C'était la meilleure, celle-là ! Préparée par le ministre des Finances, un néolibéral orthodoxe, Alberto Carrasquilla, cette réforme fiscale entendait recouvrer 6,3 milliards de dollars

afin de réduire un déficit fiscal que la catastrophe sanitaire a considérablement aggravé. Soit. Mais en tapant essentiellement sur les classes moyennes et les milieux populaires. Coup pas trop élégant, on en conviendra. Surtout quand, au milieu des cris d'alarme des hôpitaux débordés, le pays subissait la troisième vague de la pandémie.

« Solidaire », une loi faisant passer la TVA (IVA en espagnol) de 5 % à 19 % sur des produits comme l'essence ou, depuis les aliments jusqu'aux vêtements, les biens de première nécessité ? « Soutenable » l'augmentation de la taxe sur les services publics, dont l'eau, le gaz ou l'électricité ? Acceptable un impôt sur les retraites ou l'élargissement de la base imposable en direction des moins fortunés ? Très difficile à avaler quand, au même moment, la Direction nationale des statistiques (DANE) publie ses derniers chiffres : de 35,7 % en 2019, le taux de pauvreté est passé à 46,1 % en 2020 [1]. A peine moins – 42 % – si l'on intègre dans les calculs les maigres – et provisoires – programmes d'assistance mis en place pour atténuer les effets du Covid-19 [2].

Trois millions six cent mille nouveaux pauvres (pour arriver à un total de 21 millions, dont 7,5 millions en extrême pauvreté) ... Et il faudrait subir encore plus ? La Colombie se révolte.

La fièvre est le symptôme, pas la cause de la maladie.

Le Comité national de grève (*Comité de Paro* ; CNP) rassemble les principales centrales syndicales et divers mouvements sociaux [3]. Il appelle à la mobilisation. Malgré les ravages de la pandémie (plus de 80 000 morts), l'appel est massivement suivi. Aux travailleurs et salariés, syndiqués ou non, se joignent les étudiants, des pans entiers de la classe moyenne, les organisations paysannes, la « *minga* » [4] indigène et, surtout, les jeunes précarisés des quartiers populaires, nouvelle génération « sans futur », qui se réveille comme un volcan. D'impressionnantes colonnes de protestataires s'ébranlent pacifiquement.

Vingt-quatre heures ne se sont pas écoulées que le procureur général de la Nation Francisco Barbosa donne le ton de ce que va être la réaction gouvernementale en annonçant l'arrestation de plusieurs membres de « *cellules subversives* » dédiées au « *terrorisme urbain* ». Le lendemain, alors que la rue bouillonne de colère, l'ex-président Álvaro Uribe se manifeste une première fois, dans le registre qu'on lui connaît : « *Soutenons le droit des soldats et des policiers à utiliser leurs armes pour défendre leur intégrité et pour défendre les personnes et les biens contre l'action criminelle du terrorisme et du vandalisme* », ordonne-t-il sur les réseaux sociaux. Petit doigt sur la couture du pantalon, Iván Duque, celui que nombre de Colombiens ont surnommé « le sous-président », obéit à son mentor. Dès le 1er mai, il annonce le déploiement l'armée dans les rues « *pour protéger la population* ».

1. Fortalecer FFAA, debilitadas al igualarlas con terroristas, La Habana y JEP. Y con narrativa para anular su accionar legítimo;
2. Reconocer: Terrorismo más grande de lo imaginado;
4. Acelerar lo social;
5. Resistir Revolución Molecular Disipada: impide normalidad, escala y copa

— Álvaro Uribe Vélez (@AlvaroUribeVel) [May 3, 2021](#)

Alvaro Uribe : « Renforcer les Forces armées, affaiblies car comparées aux terroristes par La Havane et la JEP » ; « Reconnaître » : terrorisme plus grand que ce qu'on imaginait » ; « Accélérer le social » ; Résister à la Révolution Moléculaire Dissipée ».

Les premières victimes tombent, bien mal protégées. Portés par la rage et l'indignation, plus spontanés, plus émotionnels, les jeunes débordent le Comité de grève et se projettent en « première ligne » du mouvement. Si les manifestations demeurent pacifiques, conjuguant les marches, rassemblements, carnivals, sit-in et orchestres de rue, se greffent sur elles, très classiquement, des groupes de « casseurs » – irresponsables et/ou infiltrés. Bien que marginaux par rapport à l'ampleur du soulèvement, destruction de biens publics et privés, de bus, de gares, attaques et incendies de postes de police – les Centres d'attention immédiate – font le lait des médias. Dans un formidable déploiement, policiers et membres du très redouté Escadron mobile antiémeutes (ESAMD) jouent de la matraque, de la « lacrymo », de la munitions paralysantes, du gaz irritant, du canon à eau et... de l'arme à feu. Commandant en chef de l'armée, le général Eduardo Zapateiro déploie ses troupes et se rend à Cali, troisième ville du pays, devenue l'épicentre de la rébellion, pour y diriger personnellement les opérations.

Zapateiro ? Un chef militaire bien « à la colombienne ». En février, des mères de victimes des « faux positifs » – ces pauvres hères assassinés par des militaires, puis, pour « faire du chiffre » et obtenir des récompenses, affublés d'uniformes de guérilleros – se sont insurgées. Elles exigeaient de la Juridiction spéciale pour la paix (JEP) que ne soient pas uniquement jugés les soldats, mais aussi leurs officiers supérieurs ainsi que les responsables gouvernementaux. En guise de réponse, le général Zapateiro a décoché un Tweet venimeux : « *Nous sommes des soldats de l'armée et nous ne nous laisserons pas vaincre par les vipères et pervers qui veulent nous attaquer, nous montrer du doigt et nous affaiblir. Officiers, sous-officiers et soldats, nous ne nous rendrons pas, nous ne faiblirons pas, toujours forts, la tête haute. Dieu est avec nous* [5]. »

Dieu ? On l'ignore. Mais l'ex-président Uribe, oui, assurément. Réapparaissant le 3 mai, celui-ci a fait l'événement en évoquant une mystérieuse « révolution moléculaire dissipée » (RMD) pour stigmatiser les manifestants. Cette théorie fumeuse a été importée en Colombie par un certain Alexis López, chilien néonazi et nostalgique d'Augusto Pinochet. Officiellement invité à plusieurs reprises par l'Université militaire Nouvelle Grenade (UMNG), établissement public d'éducation supérieure chargé à Bogotá de la formation des sous-officiers, officiers et policiers, il y a donné plusieurs conférences, dont une intervention intitulée « Violence dans la protestation sociale : loi et ordre entre l'épée et la légitimité », le 23 juillet 2020. D'après López, les grandes organisations dirigeant la révolution ayant disparu, tout comme « le communisme », ce sont désormais des forces occultes qui, à travers des entités autonomes, mènent

« une guerre civile permanente » contre l'Etat – à l'image des soulèvements de 2019 en Colombie, en Equateur et au Chili (ou le pouvoir s'est vu « *tragiquement imposer par le terrorisme* » l'organisation d'une Convention constituante), ou même à travers « *Black Lives Matter* » aux Etats-Unis. Par conséquent, les manifestants et membres des mouvements populaires, c'est-à-dire les civils – rebaptisés « *molécules* » – doivent être considérés comme des « *cibles militaires* » [6].

Alexis Lopez : « Aujourd'hui j'ai eu l'honneur de recevoir la médaille du groupe des Ingénieurs militaires de Colombie, des mains du général (en retraite) et ex-chef d'état-major conjoint, Juan Carlos Salazar Salazar ».

Un retour assumé à l' « ennemi interne » cher à la Doctrine de sécurité nationale imposée dans toute l'Amérique latine, via les dictatures, pendant les années de Guerre froide, par les Etats-Unis. Un concept appliqué au pied de la lettre par les forces de sécurité colombiennes. Deux semaines après le début de la contestation, on déplorait déjà 963 détentions arbitraires, 800 blessés (dont 28 éborgnés) et 47 morts (dont un capitaine de police).

Pourtant, malmené par la pression sociale, le président Duque a retiré la réforme des finances contestée dès le 2 mai (version officielle : en réalité, c'est le Congrès qui a traîné des pieds au moment de l'examiner). Géniteur du projet, le ministre Carasquilla a démissionné. La contestation ne s'en est pas moins poursuivie. Elle s'est même amplifiée. Indignation devant les violences policières. Exaspération portée à son paroxysme. Car, en fait, la fameuse réforme n'a été que le détonateur d'une situation qui ne demandait qu'à exploser. Et qui n'a rien d'une nouveauté.

A partir du 21 novembre 2019 – au moment où se révoltaient d'autres victimes du néolibéralisme, du Chili à l'Equateur en passant par Haïti – des protestations massives ont déjà secoué la Colombie. Convoquées à l'origine par les centrales ouvrières (CUT, CGT, CTC), elles contestaient la politique économique, la privatisation des caisses de retraite, les réformes affectant le monde du travail, le sabotage des Accords de paix signés en 2016 par l'Etat avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), les assassinats de dirigeants sociaux. Elles reçurent le renfort d'un mouvement étudiant qui réclamait davantage de ressources pour l'éducation supérieure. Et qui, en l'absence d'une direction politique claire et définie, le mouvement ayant pris de l'ampleur de façon très spontanée, devint le fer de lance des affrontements avec l'ESMAD et les policiers. Les jeunes, déjà, symboles d'un changement générationnel.

Alors que plus d'un million de personnes se mobilisaient dans les principales villes du pays, le pouvoir, comme à son habitude, choisit la confrontation. Il décréta un couvre-feu à Bogotá, militarisa le pays et octroya des facultés extraordinaires aux autorités locales pour « rétablir l'ordre ». On eut à déplorer trois morts, 250 blessés et des centaines d'arrestation.

Conséquence de ce mouvement considéré comme « historique », le *Comité de Paro* s'organisa. Fin 2019, il remit au pouvoir une série de revendications. Qui demeurèrent lettre morte. Plus que les vacances de fin d'année, la propagation du Covid-19 interrompit les mobilisations – le pays entamant un confinement général de cinq mois à partir du 25 mars 2020.

La trêve fut on ne peut plus brève. Malgré la pandémie, quinze organisations indigènes, paysannes et afro-colombiennes relancèrent la contestation sociale au mois d'octobre 2020. Surgies des entrailles du Département du Cauca, région du sud-ouest du pays très affectée par les près de 60 ans de conflit armé, huit mille membres de la « *Minga* » entassés dans des cars et « *chivas* » multicolores [7], parcoururent les 450 kilomètres les séparant de Bogotá. Ils souhaitaient rencontrer le président Duque pour lui présenter leur demande d'un pays « *plus démocratique, pacifique et égalitaire* ». C'était beaucoup attendre d'un chef d'Etat élu sous les couleurs du Centre démocratique, le parti d'Uribe, féroce allié des « *terratenientes* » (les grands propriétaires terriens) et du secteur privé. Duque refusa de les recevoir. Ils ne purent donc lui rappeler que, dans les populations indigènes, le taux de pauvreté atteint 63 %.

En revanche, partout où ils passèrent, puis sur la symbolique place Bolivar, à Bogotá, les étudiants, les jeunes et le mouvement social réservèrent un accueil triomphal aux consignes et au courage de la « *Minga* ». Et, sous la cendre, le feu continua à couver.

Ce sont ces braises qui embrasent à nouveau la Colombie, la réforme des finances (et les projets gouvernementaux touchant aux retraites et à la santé) ne faisant que s'ajouter aux raisons de l'exaspération exprimées en 2019.

Entre 2012 et 2016, tandis que les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), la plus ancienne et importante guérilla du pays, négociait avec le gouvernement du président Juan Manuel Santos, les Colombiens ont « fait un rêve merveilleux ». Le retour de la paix. D'une « paix avec justice sociale » ajoutaient même les pans situés sur le flanc gauche de la société. Le 26 septembre 2016, à Cartagena, Santos et Rodrigo Londoño Echeverri (alias Timoleón Jiménez ou « *Timochenko* »), *numéro un des FARC, ont signé l'Accord tant attendu. Pas une simple démobilisation des rebelles. En 297 pages, l'accord contenait six points principaux* : réforme rurale intégrale ; participation politique ; fin du conflit ; solution au problème des drogues illicites ; réparations aux victimes ; mise en œuvre, vérification et approbation. Sur cette cet engagement solennel de l'Etat, 13 511 guérilleros ont déposé les armes, ôté leurs bottes noires et quitté leur treillis.

Depuis, cinq années ont passé. Le constat est implacable, la frustration terrible : emmenée par Uribe et son Centre démocratique, l'extrême droite a exercé une énorme pression pour torpiller les accords. Un travail de sape que Duque a parachevé. Il n'existe toujours ni paix ni justice sociale en Colombie.

A la place de la paix, un massacre quotidien, au compte-gouttes, passant inaperçu au niveau international, mais sanglant : 904 dirigeants sociaux et 276 ex-combattants des FARC revenus à la vie civile ont été assassinés depuis le 1er novembre 2016, d'après la Juridiction spéciale pour la paix (JEP).

Créée dans le cadre des Accords, cette même JEP a subi les assauts de ceux qui ne veulent en aucun cas qu'éclate la vérité historique. Les guérilleros, paramilitaires et membres des forces de sécurité ne sont pas les seuls à avoir exercé la violence au cours de la guerre. Censée entendre tous les acteurs impliqués dans le conflit – combattants de tous ordres, hommes d'affaires liés au financement du paramilitarisme, acteurs engagés de la société dite « civile », fonctionnaires, cols blancs donateurs d'ordres, etc. – pour établir leurs responsabilités et éventuellement les juger, la JEP a vu ses prérogatives rognées par la Cour constitutionnelle, le 13 juillet 2018, après un long passage par le Congrès. Alors que les ex-guérilleros respectent leurs engagements, comparaissent et assument leurs responsabilités, la JEP n'a plus la possibilité de convoquer des civils, seule une comparution « volontaire » de ces derniers étant désormais autorisée. Une loi du silence encore trop limitée ! Fin 2020, le Centre démocratique a présenté des propositions visant à abroger définitivement la juridiction et à transférer ses fonctions à la justice ordinaire – qu'il contrôle beaucoup mieux.

Réforme rurale intégrale ? Trois millions d'hectares de terre devaient être attribués à près de 14 millions de paysans qui en sont dépourvus. Dans le même temps, 7 millions d'hectares de petites et moyennes propriétés devaient se voir régularisés. Farce absolue. Fin 2020, le premier hectare remis gratuitement aux paysans sans terre n'avait pas encore été enregistré [8]. Selon l'Agence nationale des terres (ANT), seuls 10 554 hectares avaient été régularisés à la fin février 2020 sur l'objectif de 7 millions d'hectares annoncé [9]. Une poignée de « *terratenientes* » continuent à posséder plus de 40 millions d'hectares sur lesquels ils pratiquent l'élevage extensif du bétail ou exploitent le palmier à huile, la canne à sucre et autres cultures industrielles.

Pendant des décennies (pour ne pas dire des siècles), les élites rurales, « *terratenientes* » et « *gamonales* » [10] ont contrôlé de manière hégémonique les pouvoirs locaux et nationaux. En 2011, un rapport du Programme des Nations unies pour le

développement (PNUD) indiquait à cet égard :

« La surreprésentation des propriétaires fonciers (notamment dans les départements les plus arriérés) et la sous-représentation des groupes sociaux non propriétaires de biens (classes subordonnées) empêchent les demandes et les aspirations des habitants ruraux les plus vulnérables d'être canalisées par le système politique et d'être prises en compte par ceux qui ont le pouvoir de décider des dépenses et des politiques publiques. »

Partant de ce constat, seize Circonscriptions spéciales pour la paix ont été créées (point 2.3.6 de l'Accord de 2016) pour réparer ce déséquilibre dans la représentation des communautés agraires. L'Etat s'engage alors à garantir une meilleure intégration des 167 « *municipios* » présents dans ces territoires du Chocó, du Cauca, de Nariño, du Catatumbo, du Guaviare et de l'Urabá, les plus affectés par la violence et l'abandon de l'Etat, en leur octroyant d'office, pour une période de deux législatures, seize sièges au Congrès.

Intolérable pour toutes sortes de gens importants ! Il leur suffit de demander une chose pour l'obtenir. En 2017, leurs représentants au Congrès trucident la loi qui devait donner vie aux seize Circonscriptions. Le 8 avril 2021 encore, vingt jours avant le début de l'explosion sociale, la procureure générale Margarita Cabello Blanco demandait à la Cour constitutionnelle – devant qui un recours a été déposé – de ne pas relancer les « sièges de la paix » – représentation politique octroyés fort justement aux victimes du conflit armé.

Depuis les années 1990 et l'ouverture du marché national à la production agricole de pays comme le Brésil, le Chili, la Chine ou le Canada, les ananas, le café, le yucca, le maïs, les haricots, les pommes de terre produits en Colombie ont commencé à être payés en dessous de leurs coûts de production et de commercialisation. Pour survivre, des dizaines de milliers de familles, accrochées à leurs maigres parcelles, cultivent la coca. L'activité attire aussi des journaliers qui, auparavant, cueillaient le café, le coton et vendaient leur force de travail dans l'agriculture traditionnelle.

Coca = cocaïne. Dieu sait combien la « coke » a permis de financer de condominiums à Cali, Medellín ou Bogotá. Mais le mafieux, c'est le paysan. A l'initiative des négociateurs des FARC, l'Accord de 2016 a promu un traitement prioritaire et bienveillant à l'égard du maillon le plus faible de la chaîne du narcotraffic en établissant un Programme national intégral de substitution des cultures d'usage illicite (PNIS). Les « *campesinos* », est-il alors prévu, doivent y participer sur une base volontaire et définir les cultures qu'ils envisagent de développer en fonction des sols et du climat. Ils recevront la première année un million de pesos par mois (environ 340 dollars) pour préparer la terre à accueillir des plantations légales ou travailler à des œuvres communautaires. Ils pourront également percevoir une prime unique de 800 000 à 9 millions de pesos (entre 272 et 3 000 dollars) pour financer des projets autonomes de sécurité alimentaire.

Le « *campesino* » colombien n'a rien d'un gangster. S'il peut sortir de l'illégalité, qui lui fait courir des risques insensés, il le fait. Dans son Rapport de gestion du PNIS du 31 décembre 2020, le Bureau consultatif pour la stabilisation et la consolidation (dépendant de la Présidence de la République et chargé de suivre la mise en œuvre des Accords de paix) a indiqué que 215 244 familles vivant dans 99 « *municipios* » de 14 Départements du pays ont signé des accords collectifs de substitution volontaire de cultures illicites. Seulement, il y a un hic... De ce total, seules 99 907 familles (de 56 municipalités), soit moins de la moitié, ont été intégrées au PNIS par la signature définitive d'accords de substitution individuels. Les autres – 116 147 familles – sont demeurées sur le bord du chemin [11]. Peu armées pour créer des « *start-up* » dans leurs précaires habitations de « *baraque* » (mélange de boue et de bouse de vache pressé entre des bambous), elles n'ont eu d'autre choix que de continuer à dépendre de la feuille de coca et de la « *pasta* » [12] (ou de la marijuana, ou du pavot).

Comme toujours (et sous la pression de Donald Trump lorsque celui-ci occupait la Maison Blanche), Duque entend tuer le malade plutôt que la maladie. A la substitution volontaire, il préfère l'éradication forcée mise en œuvre manuellement par le biais de groupes mobiles d'éradication (GME) accompagnés de militaires ou de policiers. Le mode opératoire étrangle les communautés rurales, qui crèvent la bouche ouverte ou se révoltent et sont réprimées. Il expose aussi les « éradicateurs », des journalistes aussi pauvres que ceux dont ils détruisent les plantations, aux attaques et assassinats commis par les « *sicarios* », quand ils ne perdent pas une jambe après avoir sauté sur une mine posée par les « *narcos* » [13].

Dans leur espoir absurde de réduire la production de drogue sans procéder à des réformes sociales, les gouvernements colombiens successifs ont utilisé toute une gamme de produits chimiques comme le Paraquat et le Triclopyr, ou d'autres, infiniment plus nocifs, et dans ce cas illégalement : l'Imazapyr, l'Hexaxinona, le Tebuthiron. Déversé depuis le ciel à partir de 1986, le glyphosate a pris le relais. C'est le fameux RoundUp de la firme Monsanto. En 2015, le gouvernement de Juan Manuel Santos en a suspendu les épandages. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) venait de déterminer que le glyphosate est « *probablement cancérigène pour les êtres humains* ». Le 12 avril dernier, le ministre de la Défense Diego Molano a signé un décret en vue de reprendre les pulvérisations aériennes. Outre les effets sanitaires directs sur les humains, on en connaît les conséquences : le glyphosate tue toutes les plantes qu'il contamine... Il suffit d'une petite brise pour qu'il soit dispersé bien au-delà des champs de coca, sur les cultures vivrières des environs [14].

Poussés par la misère, les paysans continueront à abattre des pans de forêt pour replanter la coca un peu plus loin.

Spectaculaires résultats : de 48 000 hectares en 2013, les cultures de coca sont passées à 169 000 ha en 2018 (et même à 212 000 ha fin 2019 si l'on en croit le Bureau de la politique nationale pour le contrôle des drogues [ONDCP] [15]américain) ! Et ce, alors que les FARC longtemps accusées d'être les principales responsables de ce fléau, ont déposé les armes en 2016.

Les « *narcos* », eux, se portent bien. Le pouvoir et ses médias ne les nomment plus « paramilitaires ». Après la supposée démobilisation en 2006 de treize mille hommes des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), responsables, avec d'autres organisations supplétives de l'armée, de près 80 % des crimes commis contre les civils depuis le début des années 1980, la création de concepts tels que Bandes criminelles émergentes (BACRIM) et Groupes armés organisés (GAO) a permis de les transformer en acteurs censément dépourvus de liens avec les forces obscures du pouvoir [16].

Autodéfenses gaitanistes de Colombie (AGC, également connues sous le nom de Clan del Golfo, Los Urabebños, Clan Úsuga), Los Caparrapos, Los Rastrojos (grands amis du président autoproclamé vénézuélien Juan Guaidó) [17], Los Paisas, La Empresa se sont abattus sur les territoires autrefois occupés par les FARC, contrées dont l'Etat n'a fait aucun effort véritable pour reprendre le contrôle. Quand on parle de carence de l'Etat, on ne se réfère pas uniquement à l'absence de la Force publique, mais de l'Etat dans son intégralité : éducation, système judiciaire et de santé, voirie, communications, crédits pour l'agriculture, etc.

Toutes ces structures criminelles – auxquelles il convient d'ajouter quelques groupes résiduels des FARC, qui ne se sont pas démobilisés – sont directement impliquées dans la production et le transport de la cocaïne. Mais pas uniquement. Elles agissent dans le champ politique. En octobre 2017, les AGC publiaient un pamphlet intitulé « Plan pistolet contre l'Union patriotique » dans lequel elles menaçaient de mort Jahel Quiroga et Pablo Arenales, respectivement directrice et membre de l'ONG progressiste de droits humains Reiniciar [18]. Depuis, et pour ne citer qu'elles, les AGC ont été l'une des principales responsables de l'augmentation des assassinats sélectifs de dirigeants communautaires et sociaux, de militants politiques de gauche et de déplacements forcés de population. En 2020, d'après le très officiel Défenseur du peuple, 28 509 personnes ont été victimes de ces déplacements forcés dans les Départements du Cauca, de Putumayo, du Choco, de Cordoba, du Bolivar et du Nord Santander ; 15 000 autres ont subi le même

sort, précise l'Institut d'Etudes pour la paix (Indepaz), pendant les trois premiers mois de 2021.

S'ajoute à ce désastre la putréfaction à la tête du pouvoir. Álvaro Uribe (le chef à peine caché derrière le trône) : assigné à résidence, accusé (entre autres affaires) de fraude procédurale et corruption – pour avoir soudoyé des témoins afin de faire condamner son ennemi juré, le sénateur de gauche Iván Cepeda –, il démissionne de son poste de sénateur en août 2020. Il évite ainsi la Cour suprême de justice, seule habilitée à juger les élus et, libéré, voit son affaire passer entre les mains de la justice ordinaire, aux ordres du Procureur général Francisco Barbosa, ami proche et ex-collaborateur... d'Iván Duque. Bonne pioche ! Le parquet a annoncé le 5 mars 2021 son intention de demander au juge de prononcer un non-lieu. « *Merci à Dieu pour cette avancée positive. Merci à tous pour vos prières et solidarité* », a réagi Uribe sur Twitter.

Duque (le Président) : embourbé dans le scandale dit de la « Ñeñepolítica ». L'écoute téléphonique d'un narcotrafiquant suspecté d'homicide, José Guillermo Hernández, dit « el Ñeñe Hernández », débouche sur une découverte inattendue : « *sur ordre d'Álvaro Uribe* », il a « acheté des votes » et aidé à organiser une fraude électorale, sur la côte caraïbe et dans la Guajira, pour favoriser en 2018 l'élection de l'actuel chef de l'Etat. Informé de ces révélations, le Procureur général de l'époque, Néstor Humberto Martínez, un autre « grand ami » du Centre démocratique, s'empressa de les enterrer et de n'en rien révéler [19].

Marta Lucía Ramírez (la vice-présidente) : obligée d'avouer en juin 2020 qu'elle a payé 150 000 dollars de caution en juillet 1997 pour faire sortir de prison son frère Bernardo, accusé de narcotraffic aux Etats-Unis. Finalement condamné à quatre ans et six mois, Bernardo Ramírez Blanco a purgé sa peine et payé sa dette à la société. Toutefois, jamais les électeurs n'ont été informés de ce détail de la vie d'une femme politique qui, ministre de la défense d'Uribe entre 2002 et 2003, puis « numéro deux » de la République actuellement, s'acharne sur les paysans producteurs de coca ou traite le président vénézuélien Nicolás Maduro de « narcotrafiquant ».

Lorsque la « *minga* » indigène a planté ses modestes tentes de plastique noir à Cali pour appuyer l'actuel soulèvement, Ramírez n'a pas hésité à insinuer : « *On me dit que le maintien de la minga coûte environ 1 milliard de pesos [225 000 euros] par jour. Qui est derrière ce financement ? Quelle activité est aussi lucrative pour être aussi dépensière ?* »



Le pilote Samuel David Niño Cataño et Álvaro Uribe.

Samuel David Niño Cataño : pilote, il se tue le 3 décembre 2019 en s'écrasant dans la région du Petén, au nord du Guatemala, à proximité de la frontière mexicaine, au manche de son bimoteur chargé de 500 kilos de cocaïne destinés au cartel de Sinaloa. Cataño avait été en 2018 le pilote des célèbres duettistes Uribe (lors de sa campagne pour le Sénat) et Duque (candidat à la présidence). « *On a dit qu'il était le pilote officiel et qu'il travaille pour moi, réagira ce dernier, après son élection et la mort de Cataño. Non, il n'était pas le pilote officiel et ne travaillait pas pour moi* [20]. » Dont acte. Mais, tout de même... Par le plus grand des hasards, lors de la très officielle et huppée cérémonie d'investiture de Duque comme chef de l'Etat, le 7 août 2018, Niño Cataño figurait parmi les invités – de même que José Guillermo Hernández, « el Ñeñe » (assassiné au Brésil depuis).

Dernier haut le cœur (avant les prochains ?) : pendant longtemps, les organisations de défense des droits humains ont estimé que le phénomène dit des « faux positifs » avait provoqué la mort d'environ 3 000 personnes. Le 18 février 2021, la JEP a rendu public l'état de ses dernières investigations : entre 2002 et 2008, sous la présidence d'Uribe (et avec comme ministre de la Défense le futur prix Nobel de la paix Juan Manuel Santos), ce sont 6 402 Colombiens qui ont été assassinés de sang froid par l'armée, dans 29 des 32 Départements du pays.

Un écœurement massif. Une indignation énorme, depuis trop longtemps contenue. Les Colombiens déçus crèvent l'abcès. Avant 2016, quiconque manifestait se voyait accusé de sympathie pour la lutte armée. Depuis la démobilisation des FARC – et même si l'Armée de libération nationale (ELN) poursuit le combat dans la clandestinité –, les revendications explosent plus librement, dans toutes leurs diversités. A tel point que, si c'est le *Comité de Paro* qui lance les consignes, ce n'est pas forcément à lui que répond la rue. Les jeunes s'émancipent, s'autogèrent et souvent mènent la danse.





José Guillermo Hernández, dit « el Ñeñe Hernández », avec Iván Duque.

Aux mobilisations massives, hétérogènes et souvent spontanées, répondent les anathèmes jetés par des illuminés médiévaux : il s'agit « d'un plan macabre de la gauche radicale et criminelle financée par le narcotrafic pour déstabiliser la démocratie », ose le Centre démocratique. A Bogotá, les forces de l'ordre vont jusqu'à agresser la veillée d'une foule rassemblée en hommage à des victimes. A Cali, le 5 mai, les policiers agressent et tirent à balles réelles sur un groupe de défenseurs des droits humains accompagnés de fonctionnaires de l'ONU.

« Historiquement, témoigne depuis Medellín l'universitaire Luis Ramírez, la répression s'exerçait sur les groupes les plus marginaux : les populations paysannes, indigènes et rurales éloignées. Le reste de la société colombienne n'était pas directement concerné et ne voyait pas trop ce qui se passait. Maintenant, cette répression se généralise dans tout le pays. Alors qu'on prétend habituellement qu'elle s'exerce sur tout ce qui respire "la gauche", c'est sur les multiples secteurs d'exercice de la citoyenneté libre et active qu'elle s'abat [21]. »

Très vite, le 5 mai, on parle de 87 « disparus ». Réelle inquiétude. Quatre jours plus tard, le nombre des personnes dont les proches se déclarent sans nouvelles s'élève à 548. Frayeur justifiée dans un pays où l'on estime à au moins 80 582 (d'après le Centre national de la mémoire historique) ou même 84 330 (selon le Parquet général) le nombre des disparitions forcées durant les quarante dernières années de conflit. Comparaison n'est pas raison. Les absences inexplicables des derniers jours se rattachent – tout du moins doit-on l'espérer – au phénomène des détentions arbitraires (666, des jeunes en majorité, au 12 mai). En cause, la Loi de transfert pour protection. Datant de 2016, celle-ci permet l'interpellation par la police de toute personne dépourvue « de défense ou [victime] d'altération grave de l'état de conscience due à des problèmes mentaux, ou sous l'influence de boissons alcoolisées ou de substances psychoactives ou toxiques », le transfert étant le seul moyen disponible pour protéger son intégrité ou celle des tiers, mais, surtout, et infiniment plus fréquemment, lorsque un individu « est impliqué dans une querelle ou fait preuve d'un comportement agressif ou imprudent, effectue des activités dangereuses ou à risque qui mettent en danger sa vie ou son intégrité ou celles de tiers (...) ». La police expédie alors le détenu dans un Centre de transfert pour protection – façon poétique de ne pas employer l'appellation centre de détention.



José Guillermo Hernández, dit « el Ñeñe Hernández », avec son « grand ami » le général Adolfo Hernández (accusé par des organisations sociales d'être responsable d'au moins 39 cas de faux positifs).

« Or, dénonce depuis Medellín Vanessa Vasco, de la Corporation Juridique Liberté, la police, de façon délibérée, injustifiée, capture des gens qui sont en train de manifester ou même simplement de marcher ; elle enregistre leur nom de façon erronée, ce qui empêche les organismes de défense des droits humains de savoir qui est là, d'informer les familles. Les détenus sont frappés et maintenus pour un temps indéterminé, de trois ou quatre jours, hors de toute protection de la loi [22]. »

Le 16 mai, alors que se multipliaient les cris d'alarme et les dénonciations, les Bureaux du Procureur et du Défenseur du peuple ont fait savoir que 227 personnes ont été retrouvées et qu'ils en recherchaient 168 autres. En ce qui les concerne, le jeune Brahian Gabriel Rojas López, qu'on avait aperçu le 28 avril dans le « municipio » La Virginia (Risaralda), pendant une intervention de l'ESMAD, et un autre homme non encore identifié, ont été retrouvés, morts, flottant dans le courant du fleuve Cauca.

Au terme de la grève nationale de 2019, diverses organisations sociales ont entrepris une procédure destinée à protéger les droits des manifestants. Dans sa sentence STC-7641-2020 du 22 septembre 2020, la Cour suprême de justice a satisfait à leur demande en ordonnant au président de la République de convoquer une Table de travail destinée à revoir les directives sur l'usage de la force par les 140 000 intégrants des forces de l'ordre. Le pouvoir a fait la sourde oreille. Expédier les auteurs de « bavures », sévices ou assassinats devant les tribunaux ordinaires plutôt que devant les Cours militaires ne l'intéresse pas. Oter au ministère de la Défense son contrôle sur la Police nationale pour placer celle-ci sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, comme dans tous les pays civilisés, ne lui traverse pas plus l'esprit.

« La situation du narcotrafic et des groupes hors-la-loi ne le permet pas en ce moment », s'est contenté de réagir récemment le chef de la Police nationale, le général Jorge Luis Vargas [23].

C'est donc avec la férocité habituelle que le gouvernement lance ses forces de répression à la rencontre des protestataires. Elles ont même perfectionné leurs méthodes – en mode plus dangereux. Inconnu ailleurs en Amérique latine, est apparu un blindé léger équipé de lanceurs – Venom – projetant en même temps, à la manière d'un Katioucha (dit « orgue de Staline ») [24], jusqu'à 150 mètres de distance, une volée de projectiles générant un flash lumineux et sonore, paralysant, et des cartouches génératrices de nuages de gaz lacrymogènes et de fumée. Des tirs qui, illégalement effectués à l'horizontale, se révèlent particulièrement redoutables pour les manifestants.





Blindé léger « Venom », équipé de lanceurs, des forces de répression colombiennes

Troisième ville de Colombie avec 2,2 millions d'habitants, Cali est devenue la capitale de la rébellion. Stratégiquement située à proximité des Départements du Chocó, du Cauca et de Nariño, à moins de trois heures de route de la côte Pacifique et de son important port de Buenaventura, toutes zones particulièrement affectées par le conflit armé, Cali a servi de réceptacle à des dizaines de milliers de réfugiés internes, paysans misérables déplacés par la violence. Sans parler d'une faune interlope d'aventuriers, « *paracos* », « *narcos* » et membres de « *pandillas* » [25].

Dès le deuxième jour des manifestations, le maire « écolo » Iván Ospina (Parti Alliance Verte) a livré la ville en demandant au gouvernement une assistance militaire. Ce renoncement à une gestion locale de la situation a provoqué un très fort rejet de la population et interrompu les possibilités de dialogue avec les manifestants.

Défiant le pouvoir et les 3 500 militaires envoyés en renfort, ouvriers, travailleurs informels, femmes et étudiants défilent à n'en plus finir. Ils ont aussi organisé vingt-et-un « points de résistance ». « *Des jeunes, y compris des adolescents, certains plus organisés que d'autres, très hétérogènes, sont présents en permanence sur ces points de "bloqueo"* », décrit Irene Velez-Torres, anthropologue de l'Université d'El Valle, le 12 mai [26]. Le plus fameux de ces points, la rotonde Puerto Rellena, rebaptisée Port Résistance, à l'est de la ville, jouxte la périphérie d'Aguablanca, agglomération populeuse à mauvaise réputation car occupée, depuis les années 1980, par les flots de déplacés. Pas de quoi rendre les forces de l'ordre particulièrement bienveillantes...

« *Affrontement hier [11 mai] entre police et jeunes dans les secteurs Siloé et Pont du Commerce, commente John J, artiste de rap (Fondation HipHop Peña) et enseignant. La police a répondu par des tirs [27].* »

Sur la cinquantaine de morts déplorés dans l'ensemble du pays (à l'heure de boucler cet article), trente-cinq ont été tués à Cali. Que le pouvoir tente d'étouffer et réduire au silence.

« *La nuit, sur les "points de résistance", les coupures d'électricité laissent des quartiers entiers dans l'obscurité et sans Internet, raconte Irene Velez-Torres. Dans certaines zones, pour certaines personnes, les communications en direct à travers Facebook sont limitées ; des courriers électroniques, que nous avons envoyés, ne sont jamais arrivés. Il semble qu'à partir de certains mots clés, ils sont interceptés et éliminés.* »

Accourue en renfort le 5 mai avec sa « garde indigène », une sorte de police communautaire non armée, les trois mille hommes et femmes de la « *minga* » sont restés une semaine en ville avant de devoir se replier sur leurs territoires ancestraux du Cauca. Précacement installés sur le campus de l'Université del Valle, ils exerçaient une présence permanente sur les « points de résistance » pour y protéger « les jeunes » – souvent attaqués la nuit.

Le 5 mai, néanmoins, ce sont des membres de la « *minga* » qui ont subi une agression particulièrement violente. Au sud de Cali, dans le quartier chic de Cañasgordas, des civils vêtus de blanc, protégés par des policiers, ont ouvert le feu sur plusieurs « *chivas* » qui se rendaient à l'Université del Valle pour y participer à une réunion avec des porte-paroles du Comité de grève afin d'établir un agenda de négociation avec le gouvernement. L'attaque a fait douze blessés, dont quatre dans un état grave. Explicitement et plus ou moins élégamment, les autorités locales, départementales et nationales ont demandé aux Indigènes de « *retourner dans leurs montagnes* ».

Le 12 mai, au terme d'une Assemblée permanente et après avoir pris congés des « points de résistance », ceux-ci sont de fait repartis en caravane vers le Cauca, non sans avoir précisé : « *Nous continuerons à participer à la grève nationale depuis nos territoires ancestraux.* » Archevêque de Cali, Mgr Darío Monsalve leur a demandé pardon au nom de la ville pour ce qu'ils ont subi. D'autres s'inquiètent ouvertement : « *Leur départ laisse les jeunes très vulnérables sur les points de concentration.* »

Que ce soit à Cali ou ailleurs, les barrages sur les routes, les barricades citadines, l'entrave aux déplacements, la paralysie des transports, des services et de l'activité économique, les difficultés d'approvisionnement provoquent le mécontentement de secteurs de la société, qui s'estiment lésés. Et qui, parfois, réagissent avec véhémence. Toutefois, ces réactions émotionnelles et spontanées ne peuvent occulter le développement de pratiques infiniment plus inquiétantes.

La première alerte a émané précisément de Cali, le 6 mai. Surgis d'un camion banalisé, un groupe de policiers en civil pourchasse des manifestants et tirent à balle réelle. Au vu de vidéos filmées par les protestataires, la Police devra admettre que le véhicule lui appartient effectivement (tout en trouvant une explication de plus « vaseuse » sur les agissements de ses fonctionnaires). Dans toute la Colombie, se déplaçant souvent dans des véhicules haut de gamme, des civils menacent ou répriment les protestataires. Et parfois ouvrent le feu. Et parfois tuent. Ce qui arrive à Pereira, dans l'ouest du pays, où deux jeunes hommes qui organisent un sit-in pacifique sont gravement blessés par un groupe d'hommes non identifiés, tandis qu'un troisième, Lucas Villa, ne survit pas. Fait divers malheureux dû à une poignée d'irresponsables ? Quelques jours auparavant, le 2 mai, le maire Carlos Maya, s'était fendu d'une déclaration très remarquée :

« *Nous allons convoquer toutes les corporations de la ville ainsi que les membres de la sécurité privée pour faire un front commun avec la police et l'armée afin de rétablir l'ordre dans la sécurité publique. La ville de Pereira ne s'arrête pas et ne s'arrêtera pas et nous ne la laisserons pas entre les mains des violents.* »

Des pratiques qui renvoient à de funestes antécédents : la création des Coopératives de sécurité (Convivir en milieu rural), particulièrement promues par le gouverneur du Département d'Antioquia, Álvaro Uribe, dans les années 1980. Il ne fallut pas très longtemps pour qu'elles révèlent leur véritable nature en rejoignant les paramilitaires des AUC.

Un compte Twitter appelé « Brigade anticommuniste », révèle le Collectif d'avocats José Alvear Restrepo, « *stigmatise la Minga indigène en signalant qu'elle a des liens avec des groupes armés illégaux* » ; on y trouve des messages tels que « *Minga = FARC* » ; un appel y a été lancé aux habitants de Cali « *pour qu'ils envoient l'emplacement exact des manifestants et utilisent des armes pour les attaquer [28]* ».

Dans le « *municipio* » de Jamundi (Valle del Cauca), le jeune membre de la garde indigène Geovanny Cabezas Cruz (18 ans) sera assassiné le 15 mai de plusieurs balles dans le dos par deux inconnus. D'après les témoignages recueillis par Indepaz, des escouades paramilitaires des AGC arpentent la zone et, les jours précédents, des menaces avaient été proférées contre les dirigeants indigènes s'étant déplacés avec la « *Minga* » à Cali.

Toujours dans cette ville, divulgué le 9 mai « *Noticias Uno* », diffusé sur la chaîne de télévision payante *CableNoticias*, un groupe organisé, « *Cali Fuerte* » (Cali forte), planifie sur WhatsApp des stratégies pour démanteler les points de blocage. Les échanges ont lieu en termes ordinaires – « *Je sais que, nous allons avoir en abondance du renseignement, parce que (...) nous pouvons arriver à quelque chose de bon pour la ville* » –, mais aussi en usant, pour certains des intervenants, d'un vocabulaire spécialisé, codé, très « policier ».

Après que, la nuit du 16 mai, des affrontements aient fait deux morts et trente-quatre blessés dans le quartier La Estancia de Yundo,

la gouverneure du Valle del Cauca, Clara Luz Roldán, a exprimé son indignation pour avoir vu, sur une vidéo, aux côtés des militaires, des civils n'appartenant en aucun cas aux forces de l'ordre, armés et cagoulés.

L'enchaînement de ces divers événements ramène inmanquablement au paramilitarisme et à l'Etat – responsable de ce qu'il laisse faire, mais aussi de ce qu'il fait. Car les traces de liaisons aussi dangereuses que troubles ne manquent pas. Ainsi des Águilas Negras (Aigles noirs). Après les Autodéfenses gaitanistes de Colombie, il s'agit de l'organisation responsable du plus grand nombre de menaces de mort et d'avertissements ciblés proférés, sur l'ensemble du territoire national, contre les dirigeants communautaires, politiques et sociaux. Curieusement, on ne lui connaît aucun leader, on ignore totalement ses structures et son fonctionnement, on n'a jamais repéré aucun supposé campement. Pour se livrer à son œuvre mortifère, elle a une stupéfiante capacité d'identifier ses cibles, leurs localisations, adresses mail et numéros de téléphone. Du travail « de police » ou de « service de renseignements ». Qui exerce une incontestable fonction de discipline et de contrôle social en terrorisant les secteurs opposés tant au gouvernement qu'aux pouvoirs locaux.

« L'épidémie qui devrait nous préoccuper est l'épidémie communiste. Sauvons la Colombie. » Le message n'a rien de clandestin. Il figure sur un énorme panneau d'affichage, dans le secteur de Las Palmas, l'un des plus fréquentés de la ville de Medellín. Les médias du « système » chantent à l'unisson. Si les élus ne parviennent pas à persuader les manifestants d'abandonner les barrages, « le gouvernement a l'obligation de recourir aux outils que la Constitution lui accorde pour garantir la prévalence de l'intérêt général », prévient le quotidien *El Tiempo*. Hebdomadaire, *Semana* révèle « en exclusivité » (15 mai) « le plan violent des dissidences des FARC et des milices urbaines de l'ELN pour assiéger la capitale [Cali] du Valle del Cauca. Les enregistrements et les informations des services de renseignement prouvent qu'il y avait une intention criminelle au milieu de la grève. Qui est derrière tout cela ? »

Les Etats-Unis se disent « très préoccupés » par la situation. L'Union européenne est elle aussi « très préoccupée ». L'Organisation des Etats américains (OEA) a mis beaucoup de temps à se préoccuper, mais elle s'est finalement déclarée « très préoccupée ». Il faut préciser qu'avant d'être « très préoccupé », son secrétaire général Luis Almagro était « très occupé ». Le 5 mai, en Floride, il recevait les clés de la ville de North Miami Beach, des mains du maire Anthony DeFilippo. Un hommage rendu à « son incessant travail pour la justice dans la région » et à sa lutte « pour la liberté et la démocratie ».



« Venezuela : Explosion sociale » ; « Colombie, sous la menace »

Fort heureusement, Almagro a participé ensuite à Miami au forum « Défense de la Démocratie dans les Amériques », organisé (forcément !) par l'Institut interaméricain pour la démocratie, au cours duquel, dans une de ses dernières envolées avant de déposer le bilan, le président équatorien Lenín Moreno a exprimé avec une rare véhémence « une demande unanime » : que le président vénézuélien Nicolás Maduro retire « ses mains sanglantes et corrompues de la démocratie et la stabilité du peuple colombien ». D'où la préoccupation (presque) soudaine d'Almagro. Le 10 mai, tout en condamnant « les cas de torture et d'assassinats commis par les forces de l'ordre », il a précisé que « le droit à la protestation ne peut être un prétexte pour violer les droits fondamentaux de la population » et a stigmatisé « ceux qui ont transformé les manifestations en vandalisme et ont confondu le vandalisme avec des actions de nature terroriste contre les institutions et les autorités de l'Etat ». C'était bien le moins. La Colombie n'est tout de même pas le Venezuela ou la Bolivie, où tout est permis à l'opposition !

L'inquiétude n'en demeure pas moins réelle. Même Uribe, à l'origine, avait senti le danger et s'était prononcé contre cette réforme fiscale arrivant au plus mauvais moment. Dirigeants de Cambio radical (Changement radical) et du Parti libéral, les dirigeants de droite Germán Vargas Lleras et César Gaviria avaient ordonné à leurs troupes de ne pas voter le texte. Pour Gaviria, ex-président (1990-1994), cette réforme était « la pire chose qui puisse arriver à la classe moyenne » : elle allait « achever le pays et l'économie [29] ». Les centristes et les Verts – Sergio Fajardo, Jorge Robledo, Juan Manuel Galán, Humberto de la Calle, etc. – ont exprimé le même rejet. Sans être plus entendus. Et ce qui devait arriver est arrivé. La droite perd le contrôle de la situation.

Panique à bord. Ministre des Affaires étrangères, Claudia Blum démissionne (elle sera remplacée par Marta Lucía Ramírez). « Chaque déclaration du ministre de la Défense sur la grève est un permis de tuer », dénonce Gaviria. « La solution à la grève se trouve dans les Accords de paix et dans des objectifs de développement soutenable », renchérit l'ex-président Santos. C'est que tous les yeux sont désormais tournés vers l'élection présidentielle de 2022. Signe des temps, même les Etats-Unis, plutôt que prononcer leur habituel soutien inconditionnel, ont exhorté les forces de l'ordre colombiennes à faire preuve d'un « maximum de retenue » pour éviter de nouveaux décès. Et ne pas entacher davantage l'image des gouvernants.

Au-delà de cette tentative pour « limiter les dégâts », beaucoup subodorent que cette révolte d'ampleur exceptionnelle marque sans doute, ou peut-être, le crépuscule de l'Uribisme et de son entourage mafieux. Chacun fait un pas de côté. Une droite plus présentable, décente, intelligente, civilisée, serait la bienvenue. Pas trop indépendante tout de même – Washington a besoin d'alliés obéissants aux directives (n'oublions pas le contexte régional et surtout le Venezuela).

Seulement, l'aiguille de la boussole ne tourne pas dans le bon sens. Alors qu'« on » la voudrait fixée sur la droite classique, au pire le centre droit, elle s'incline clairement en direction... du centre-gauche.

Le second tour de la présidentielle, le 17 juin 2018, opposait Duque au candidat de la Colombie humaine, Gustavo Petro. Une première évolution dans un pays habitué à des duels entre candidats de droite ou opposant la droite à l'extrême droite. Confronté à la « maquinaria » (appareil) et aux partis traditionnels, victime d'une campagne de la peur faisant de lui un proche d'« ex-terroristes » [30] et un représentant du « castro-chavisme », victime d'une trahison des pseudo « centristes – De la Calle, Fajardo, Robledo – ayant appelé à voter « blanc », Petro fut finalement battu (41,8 % des voix contre 54 % à Duque) [31]. Toutefois, il était arrivé en tête dans la capitale Bogotá et dans les départements Atlántico, Nariño, Cauca, Chocó, Vaupés, Sucre, Putumayo et Valle, tout en faisant de son mouvement la seconde force politique du pays. La Colombie n'était pas encore prête pour le changement. Elle vient de faire un grand pas dans cette direction. Et l'ombre du Chili plane désormais sur elle, tout un chacun en est conscient.

Lors de l'élection de la Convention constituante, le gouvernement de Sebastián Piñera (37 sièges sur 155) et les partis traditionnels viennent d'y subir une défaite cinglante, historique, le 16 mai dernier. A l'origine de ce séisme, l'apparition d'une nouvelle génération

politique née de l'explosion sociale de 2019, elle aussi féroce réprimée (27 morts, 22 000 arrestations, 3 649 blessés).

Tout plutôt qu'un gouvernement réformiste. Tout plutôt que le « *Petro-madurisme* » ! L'Uribisme n'entend pas lâcher le pouvoir aussi facilement. Il a peur. Il joue son va-tout. Il a en face de lui un Comité national de grève qui exige des garanties pour le libre exercice de la protestation, la fin des violences, une réforme de la police. Malgré la répression, la pression paye. Le pouvoir lâche du lest : après le retrait de la réforme fiscale, celle de la santé a également disparu de l'agenda (rejetée par le Congrès) ; le gouvernement approuve une subvention de 25 % du salaire minimum pour tout employeur embauchant un jeune ; il annonce la gratuité des frais d'inscription dans l'enseignement public supérieur pour les étudiants des strates 1,2 et 3 (les couches les plus modestes) ; enfin, le 22 mai, la Cour constitutionnelle rétablit les 16 Juridictions spéciales pour la paix (qui disposeront de sièges à partir des prochaines élections législatives) ! Ce pour la carotte. Mais le bâton n'est pas loin. On ne voit même que lui. Le 17 mai, alors que le pays espérait des avancées en matière de négociations, Duque a coupé court et ordonné « *l'augmentation de toutes les capacités opérationnelles des forces de l'ordre sur le terrain (...)* ».

A bout de trois semaines de soulèvement, on déplore déjà une cinquantaine de morts et 1 600 blessés. Portées par le refus de la pauvreté, de la corruption, de l'insécurité, des inégalités dans l'accès aux études et à la santé, les manifestations massives continuent à se succéder. A chaque jour son tragique, son sordide, son poignant. Popayán : le 13 mai, la très jeune Alison Meléndez est interceptée et détenue par des agents de l'ESMAD. Le lendemain, libérée, bouleversée, elle dénonce avoir subi des violences sexuelles, puis se suicide. L'indignation est telle que des manifestants attaquent et incendient l'Unité de réaction immédiate (URI) où ont eu lieu les sévices. Huit quartiers se soulèvent. A 22 ans, Sebastián Quintero Múnera meurt à son tour, atteint au cou par une grenade assourdissante...

Le pouvoir avait-il pressenti une telle résistance ? Le 6 mai, le sénateur Wilson Arias (Pôle démocratique alternatif) a dénoncé la commande par l'Etat, de 130 000 grenades, 60 000 balles de marquage pour lanceurs de balles de défense (LBD), 4 734 boucliers anti-émeute, 107 lanceurs de gaz, etc., destinés à l'ESMAD, pour plus de 3 643 451 dollars (14 milliards de pesos). A Cali, John J réfléchit à haute voix : « *Nous qui sommes des dirigeants communautaires, on connaît les jeunes, on sait pourquoi ils sont dans la rue. On s'inquiète de savoir s'il y aura une sortie négociée, concertée, au moins avec les autorités locales, parce qu'avec le gouvernement ça va être difficile... Qu'est-ce qui va leur arriver à ces jeunes ? On connaît l'histoire de notre pays !* »

Maurice Lemoine

Illustration : [Flickr CC](#)

Notes :

[1] <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/pobreza-y-condiciones-de-vida/pobreza-monetaria>

[2] Le gouvernement revendique la mise en place d'un programme de soutien à l'emploi formel bénéficiant à environ 3,5 millions de travailleurs ; le remboursement de la TVA pour près de 2 millions de ménages vulnérables ; le renforcement du Fonds de solidarité éducative (700 000 étudiants).

[3] Le CNP regroupe 26 organisations nationales, 29 comités départementaux et plus de 300 comités municipaux.

[4] C'est ainsi que les indigènes appellent leurs rassemblements et actions collectives.

[5] <https://www.semana.com/nacion/articulo/no-nos-dejaremos-vencer-por-vibras-venenosas-comandante-del-ejercito-en-polemica-por-informe-de-la-jep-sobre-falsos-positivos/202143/>

[6] Pour ajouter à son délire, López se réfère aux... philosophes français post-structuralistes Félix Guattari (qui a publié en 1977 *La révolution moléculaire*), Jacques Derrida, Gilles Deleuze et au très oriental Jeu de GO !

[7] Véhicules collectifs ouverts à tous les vents et souvent vétustes, typiques des régions montagneuses de Colombie.

[8] <https://viacampesina.org/es/colombia-reforma-rural-integral-solo-se-ha-completado-el-4/>

[9] Senadores y representantes – Informe multipartidista (2020) « ¿En qué va la paz a 2 años del gobierno Duque ? », Bogotá, 18 de agosto 2020.

[10] Propriétaire terrien qui a du pouvoir politique.

[11] <http://ilsa.org.co/efectos-de-la-reanudacion-de-la-aspersion-aerea-sobre-la-legitimidad-del-programa-nacional-de-sustitucion-de-cultivos-ilicitos-pnis-en-colombia/>

[12] La « *pasta* » ou pâte base : stade intermédiaire entre la feuille de coca et la cocaïne pure, obtenu avec des moyens souvent rudimentaires sur le lieu de production.

[13] Entre 2009 et 2018, 126 « éradicateurs » des GME et membres de la Force publique ont été tués et 664 blessés – la majorité par amputation (Fundacion Ideas por la Paz, Bogotá, 29 mai 2020).

[14] Lire Maurice Lemoine, « Cultures illicites, narcotrafic et guerre en Colombie », *Le Monde diplomatique*, Paris, janvier 2001.

[15] Pour une production potentielle de 951 tonnes de cocaïne.

[16] Les paramilitaires trouvent leur origine dans des groupes civils « d'autodéfense » légalement créés par l'armée colombienne, conseillée par le Commandement sud de l'Armée des Etats-Unis (Southern Command), dans les années 1970 et 1980, pour lui venir en aide pendant les opérations anti-insurrectionnelles.

[17] « Venezuela : aux « sources » de la désinformation », 7 octobre 2019 – <https://www.medelu.org/Venezuela-aux-sources-de-la-desinformation>

[18] L'Union patriotique (UP) est un parti politique issu d'un « processus de paix » mené en 1984 sous la présidence du conservateur Belisario Betancur et composé de guérilleros démobilisés, du Parti communiste et de membres de la société civile. Entre 3 000 et 5 000 de ses membres ont été assassinés, torturés et victimes de disparition, essentiellement par les paramilitaires.

[19] Lire « La Colombie aux temps du choléra » – <https://www.medelu.org/La-Colombie-aux-temps-du-cholera>

[20] <https://www.lavozdeyopal.co/el-piloto-desaparecido-en-guatemala-no-trabajaba-para-mi-presidente-duque/>

[21] Témoignage recueilli le 12 mai lors d'un Webinaire « Que se passe-t-il en Colombie ? » organisé à l'initiative de France Amérique latine 33 (Bordeaux), *Les 2 Rives* et le collectif ALBA-TCP France.

[22] *Idem.*

[23] <https://www.nytimes.com/es/2021/05/12/espanol/protestas-colombia-policia.html>

[24] Lance-roquettes multiple soviétique de la Seconde Guerre mondiale.

[25] « *Pandilla* » : bande ; « *paraco* » : paramilitaire.

[26] *Ibid.*, « Que se passe-t-il en Colombie ? »

[27] *Ibid.*

[28] <https://www.colectivodeabogados.org/10861-2/>

[29] *El Espectador*, Bogotá, 21 avril 2021.

[30] Actuellement sénateur, maire de Bogotá de 2012 à 2015, Petro a été, à partir de 1977, membre de la guérilla du Mouvement 19 Avril (M-19), dissoute en 1990.

[31] Lire : « Qui a trahi le camp de la paix en Colombie ? » – <https://www.medelu.org/Qui-a-trahi-le-camp-de-la-paix-en>

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Copyright © Maurice Lemoine, Mémoire des luttes, 2021